

Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 2 juin 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Sources de la croissance du nombre de titulaires de diplôme dans les régions urbaines et rurales du Canada, 1996 à 2001 2

Les diplômés universitaires sont plus nombreux et leur nombre croît plus rapidement dans les grandes villes que dans les petites villes et les régions rurales, selon un nouveau document de recherche. Cela s'explique par la capacité des villes d'attirer des titulaires de diplôme et par les taux plus élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des grandes villes.

Investissement en construction résidentielle, premier trimestre de 2008 4

Dépenses de l'administration fédérale en biotechnologie, 2006-2007 5

Enquête annuelle sur l'industrie des services de comptabilité, 2006 6

Papier-toiture asphalté, avril 2008 7

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels, premier trimestre de 2008 7

Nouveaux produits 8



Communiqués

Étude : Sources de la croissance du nombre de titulaires de diplôme dans les régions urbaines et rurales du Canada

1996 à 2001

Les diplômés universitaires sont plus nombreux et leur nombre croît plus rapidement dans les grandes villes que dans les petites villes et les régions rurales, selon un nouveau document de recherche.

En outre, l'étude «Les villes et la croissance : croissance du capital humain migratoire et in situ» montre que les taux élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des villes s'expliquent par la capacité des villes d'attirer des titulaires de diplôme et par les taux plus élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des grandes villes.

En s'appuyant sur les données tirées des recensements de 1996 et de 2001, les auteurs de l'étude ont examiné l'importance relative de deux sources de croissance du capital humain, soit les flux migratoires nets, tant intérieurs qu'étrangers, et les taux plus élevés d'obtention d'un diplôme dans les populations des résidents des villes.

Selon le document, ces deux sources sont importantes. Le taux relativement élevé de croissance du nombre de titulaires d'un diplôme universitaire dans les villes est le résultat des flux migratoires nets. Toutefois, la principale source est le taux plus élevé d'obtention d'un diplôme dans les villes.

Les taux d'obtention d'un diplôme augmentent avec la taille de la ville

Il existe un lien étroit, positif et constant entre la population d'une région métropolitaine et la part de sa population âgée de 15 ans et plus que représentent les titulaires d'un diplôme universitaire.

En 2001, 7 % en moyenne des habitants des régions rurales avaient un diplôme universitaire. Cette part était plus grande, soit d'environ 10 %, dans les petites régions urbaines comptant entre 10 000 et 99 999 habitants, et encore plus importante, à un peu moins de 15 %, dans les régions urbaines de taille moyenne comptant entre 100 000 et 499 999 habitants.

Dans les grandes régions métropolitaines, c'est-à-dire celles comptant plus de 500 000 habitants, les titulaires d'un diplôme représentaient le cinquième (20 %) de la population.

L'étude a permis de déterminer que la présence en grand nombre de titulaires d'un diplôme dans les grands centres urbains est associée à la capacité de ces derniers d'attirer et de produire des titulaires d'un diplôme.

En 2001, un jeune vivant dans une grande région urbaine était deux fois plus susceptible d'obtenir un diplôme qu'un jeune vivant dans une région rurale.

Dans les grandes régions urbaines, 12,7 % des jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans étaient titulaires d'un diplôme universitaire, soit plus de deux fois la proportion de 5,8 % enregistrée dans les régions rurales.

La concentration géographique des titulaires d'un diplôme est importante pour deux raisons. D'une part, il est de plus en plus évident que les villes où la présence de titulaires de diplôme est relativement importante connaissent en moyenne une croissance subséquente de l'emploi plus forte.

D'autre part, il existe des preuves convaincantes en France, aux États-Unis et au Canada que jusqu'à la moitié de la différence dans les niveaux de rémunération entre les régions urbaines et les régions rurales est attribuable à la concentration de travailleurs. Cela est particulièrement vrai dans les grandes villes qui ont fait des investissements significatifs dans le capital humain grâce à l'éducation.

Les migrations interne et internationale favorisent les grands centres urbains

Les rôles relatifs des flux migratoires internes et internationaux varient en fonction des régions urbaines et rurales.

Dans le cas des grandes régions urbaines, les flux migratoires nets en provenance d'autres régions du Canada jouent un rôle relativement petit. Dans les grandes villes, environ 8 % de la hausse nette du nombre de titulaires d'un diplôme entre 1996 et 2001 a été le résultat de l'afflux en provenance de régions urbaines et rurales plus petites au Canada.

À l'extérieur des grands centres urbains, la migration interne joue un rôle beaucoup plus important. Toutes les catégories de régions urbaines et rurales perdent des titulaires d'un diplôme au profit des grands centres urbains. Par exemple, le nombre de titulaires d'un diplôme dans les petites régions urbaines a augmenté de 55 780 entre 1996 et 2001, en dépit d'une perte nette de 12 550 titulaires d'un diplôme par suite de la migration.

Du point de vue de ces petites régions urbaines, il s'agit de flux relativement importants qui réduisent considérablement le nombre de titulaires d'un diplôme, particulièrement chez les jeunes.

L'immigration contribue de façon importante à la croissance dans les grands centres urbains. L'immigration nette représente en moyenne 42 % de l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme. À l'extérieur des grands centres urbains, l'immigration contribue dans une mesure beaucoup moins grande à l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme et, en général, ne compense pas la perte de titulaires d'un diplôme attribuable à la migration interne.

Ainsi, les hausses nettes du nombre de titulaires de diplôme dans ces petites régions urbaines et rurales étaient attribuables à la capacité de ces régions de produire des titulaires d'un diplôme dans leurs propres populations.

Le taux d'obtention d'un diplôme est plus élevé chez les jeunes des grands centres urbains

Le lieu de résidence a un effet important sur la probabilité qu'un jeune obtienne un diplôme universitaire.

Dans le cas des jeunes adultes âgés de 22 à 24 ans qui résidaient dans une grande région urbaine

en 1996, 12,7 % ont obtenu un diplôme universitaire. Cette proportion passe à 12,1 % pour les régions urbaines de taille moyenne, à 8,9 % pour les petites régions urbaines et à 5,8 % pour les régions rurales.

Le modèle de base se maintient même lorsque des âges différents sont utilisés, en tenant compte de l'âge auquel les jeunes sont susceptibles de toujours fréquenter l'école secondaire, ainsi qu'une série d'autres facteurs contrôlés.

Le rôle des migrations interne et internationale consiste à renforcer cette tendance en matière d'obtention d'un diplôme.

Le document de recherche «Les villes et la croissance : croissance du capital humain migratoire et in situ», qui fait partie de la collection *L'économie canadienne en transition*, n° 19 (11-622-MIF2008019, gratuit), est maintenant accessible sur notre site Web. À partir de la page d'accueil, cliquez sur *Publications*, puis sur *Études*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec John Baldwin au 613-951-8588, Division de l'analyse microéconomique.

Composantes de l'augmentation du nombre de titulaires d'un diplôme, selon la catégorie de régions urbaines et rurales, 1996 à 2001

Région urbaine et rurale	Variation de 1996 à 2001	Composantes		
		Migration nette	Immigration nette	Croissance interne
		titulaires d'un diplôme		
Canada	669 230	0	228 490	440 740
Grande	497 780	38 230	209 160	250 390
Moyenne	67 980	-23 830	12 800	79 010
Petite	55 780	-12 550	4 660	63 670
Rurale	47 690	-1 850	1 870	47 670

■

Investissement en construction résidentielle

Premier trimestre de 2008

La valeur totale des dépenses d'investissement en construction résidentielle a atteint 19,8 milliards de dollars au premier trimestre de 2008, en hausse de 7,5 % par rapport au premier trimestre de 2007. Des progressions observées dans la majorité des provinces et pour les trois composantes de la construction résidentielle (la construction de nouveaux logements, les rénovations et les coûts d'acquisition) expliquent cette hausse trimestrielle.

La situation favorable de l'emploi, la croissance du revenu disponible, la flexibilité des options de financement et le dynamisme de l'économie de l'Ouest canadien ont continué à soutenir la demande de logements. L'augmentation des investissements est liée à la croissance du prix des maisons. L'Indice de prix des logements neufs (la composante du logement seulement) a augmenté de 6,0 % au cours du premier trimestre 2008 par rapport au même trimestre de 2007.

L'investissement en logements neufs a crû de 8,8 % par rapport au premier trimestre de 2007 pour atteindre 9,7 milliards de dollars. Les dépenses de construction d'appartements ou de logements en copropriété ont le plus contribué (en dollars) à l'augmentation de cette composante. Les dépenses pour appartements ont progressé de 17,5 % pour se chiffrer à 2,6 milliards de dollars, tandis que celles pour la construction de logements unifamiliaux ont augmenté de 3,7 % pour atteindre 5,6 milliards de dollars. Alors que la hausse pour les logements unifamiliaux provenait exclusivement des prix, celle des appartements était surtout liée à l'augmentation de mises en chantier.

En dollars constants, l'investissement en appartements ou en logements en copropriété neufs a augmenté de 6,4 %, tandis que les dépenses au chapitre de la construction des maisons unifamiliales neuves ont reculé de 1,1 %.

Les dépenses en rénovations ont atteint 8,4 milliards de dollars, en hausse de 7,2 % par rapport au premier trimestre de 2007. Elles représentaient 42,4 % du total des investissements en construction résidentielle. Les coûts d'acquisition se sont accrus de 1,3 % pour se chiffrer à 1,7 milliard de dollars.

Les plus importantes hausses (en dollars) dans l'investissement résidentiel se sont produites en Colombie-Britannique (+21,2 %, pour un total de 4,0 milliards de dollars), en Alberta (+9,1 %, pour un total de 3,5 milliards de dollars) et en Ontario (+4,0 %, pour un total de 6,9 milliards de dollars). Le Québec, l'Île-du-Prince-Édouard et les trois territoires ont affiché des baisses.

Nota : L'investissement en construction résidentielle se divise en trois composantes principales. La première est la construction résidentielle neuve, qui comprend les logements unifamiliaux, les maisons jumelées, les maisons en rangée, les appartements, les chalets, les maisons mobiles et les unités additionnelles de logements créées à partir d'anciens immeubles non résidentiels ou d'autres types d'immeubles résidentiels (transformations). Les rénovations forment la deuxième composante de l'investissement en construction résidentielle. Cette composante est constituée des améliorations et des modifications apportées à des logements existants. La troisième composante fait référence aux coûts d'acquisition, qui désignent la valeur des services liés à la vente de logements neufs. Ces coûts comprennent la taxe de vente, les frais de développement de terrain et des services, ainsi que les frais d'étude de dossier pour fins d'assurance hypothécaire et la prime s'y rattachant.

L'exclusion des coûts de transferts de propriété du total de l'investissement présenté dans ce communiqué et dans le tableau CANSIM 026-0013 fait en sorte que les données diffèrent de celles publiées dans les Comptes économiques nationaux (tableau CANSIM 380-0010).

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0013.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5016.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Nicole Charron au 613-951-0087 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. □

Investissement en construction résidentielle

	Premier trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	Premier trimestre de 2007 au premier trimestre de 2008
	millions de \$		variation en %
Canada	18 405,8	19 780,9	7,5
Terre-Neuve-et-Labrador	136,3	183,9	34,9
Île-du-Prince-Édouard	36,2	35,8	-1,1
Nouvelle-Écosse	396,3	415,4	4,8
Nouveau-Brunswick	219,2	227,2	3,6
Québec	3 643,9	3 476,2	-4,6
Ontario	6 599,1	6 863,2	4,0
Manitoba	388,4	560,1	44,2
Saskatchewan	434,9	482,5	10,9
Alberta	3 225,0	3 517,2	9,1
Colombie-Britannique	3 284,8	3 982,7	21,2
Yukon	23,1	21,5	-7,0
Territoires du Nord-Ouest	4,8	3,9	-17,5
Nunavut	13,8	11,4	-17,1

Note : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Dépenses de l'administration fédérale en biotechnologie

2006-2007

Les dépenses en science et en technologie (S-T) affectées aux activités de biotechnologie ont connu une hausse de 1,8 % en 2006-2007 pour se chiffrer à 880 millions de dollars. Cela a représenté 9 % des dépenses fédérales totales en S-T, qui ont été de 9,7 milliards de dollars.

En 2006-2007, le secteur de l'enseignement supérieur a encore une fois été le principal bénéficiaire des dépenses fédérales en S-T affectées aux activités de biotechnologie, ayant reçu 55 % (481 millions de dollars) du montant total de 880 millions de dollars.

Les données fédérales en ce qui a trait aux dépenses en S-T sur la biotechnologie regroupent les dépenses consacrées à la recherche et au développement ainsi qu'aux activités scientifiques connexes tant pour les exécutants internes que pour ceux en dehors de l'administration fédérale, tels que les entreprises commerciales et le secteur de l'enseignement supérieur. Les données visent également les dépenses consacrées aux employés en équivalents temps plein associés aux activités de S-T.

La majorité (68 % ou 602 millions de dollars) des dépenses fédérales en S-T affectées aux activités de biotechnologie ont été attribuées à des secteurs autres que l'administration fédérale, la plus grande partie, soit 481 millions de dollars, ayant été affectée au secteur de l'enseignement supérieur. Le reste,

soit 278 millions de dollars (32 %), a été alloué aux activités internes de S-T liées à la biotechnologie.

La vaste majorité (95 %) des dépenses fédérales en S-T affectées aux activités de biotechnologie, c'est-à-dire environ 833 millions de dollars, a été consacrée à la recherche et au développement.

En 2006-2007, 1 929 employés en équivalents temps plein étaient affectés aux activités fédérales internes de S-T liées aux activités de biotechnologie, en hausse de 3,3 % par rapport à l'année précédente.

De ce total, 8 employés en équivalents temps plein sur 10 étaient affectés aux activités de recherche et de développement.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4212.

L'article «Activités scientifiques en biotechnologie dans les ministères et organismes fédéraux» est offert dans le bulletin de service *Statistique des sciences*, 2006-2007, vol. 32, n° 2 (88-001-XWF, gratuit), lequel est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Monia Bergeron au 613-951-6423 (monia.bergeron@statcan.ca) ou avec Marc Nadeau au 613-951-2541 (marc.nadeau@statcan.ca), Division des sciences, de l'innovation et de l'information électronique.

Enquête annuelle sur l'industrie des services de comptabilité

2006

L'industrie canadienne des services de comptabilité a de nouveau connu une année prospère en 2006. Ses revenus d'exploitation ont atteint 11,1 milliards de dollars en 2006, en hausse de 12,1 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance faisait suite à une progression marquée de 13,7 % observée en 2005.

En 2006, tout comme lors des années précédentes, l'essentiel des revenus de l'industrie provenait des domaines traditionnels des services de comptabilité. Ainsi, les services de vérification et de certification ont représenté 30 % de l'ensemble des revenus d'exploitation, suivis des services fiscaux (25 %), des services de compilation et d'examen (16 %) et des services de tenue de livres et de la paie (11 %).

Les entreprises de l'Ontario ont de nouveau représenté la plus grande partie (44 %) des revenus d'exploitation de l'industrie, suivies des entreprises du Québec (19 %), de la Colombie-Britannique (14 %) et de l'Alberta (14 %). La part du Québec en ce qui a trait aux revenus d'exploitation est demeurée stable au cours des dernières années, alors que celle de l'Ontario a lentement régressé. Par ailleurs, les parts de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont été en progression.

La plupart des provinces ont enregistré des hausses significatives de leurs revenus d'exploitation de 2005 à 2006, l'Alberta (+25 %), Terre-Neuve-et-Labrador (+17 %) et la Colombie-Britannique (+14 %) ayant connu les progressions les plus importantes. En revanche, les croissances affichées au Québec (+11 %) et en Ontario (+9 %) ont été plus modestes.

L'industrie des services de comptabilité est caractérisée à la fois par un nombre restreint de

très grandes entreprises, lesquelles ont un revenu très élevé, ainsi que par un nombre considérable de petites entreprises qui ont revenu beaucoup plus modeste. En 2006, les 20 plus grandes entreprises ont généré près de la moitié des revenus et des bénéfices d'exploitation de l'industrie, soit des proportions qui sont demeurées stables depuis 2004. Toutefois, la croissance des revenus d'exploitation de 9,1 % des 20 plus grandes entreprises affichée en 2006 a été significativement inférieure à la hausse de 15,1 % observée pour l'ensemble des autres entreprises de l'industrie.

Les salaires, les traitements et les avantages sociaux versés aux employés sont le seul poste d'importance des dépenses d'exploitation. Cette dépense a représenté un peu plus de la moitié du total des dépenses d'exploitation en 2006. Le coût total de la rémunération aurait été beaucoup plus élevé si ce dernier avait également compris la rémunération des partenaires et des propriétaires travaillant dans les entreprises de comptabilité.

Bien que la marge bénéficiaire d'exploitation avant impôt de l'industrie soit demeurée relativement stable depuis 2001, elle s'est tout de même repliée, pour passer de 30,1 % en 2005 à 29,6 % en 2006.

Il est maintenant possible de consulter les données de 2006 de l'Enquête annuelle sur le secteur des services de comptabilité.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4716.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Luc Provençal au 613-951-1960 (luc.provençal@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Papier-toiture asphalté

Avril 2008

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril sur le papier-toiture asphalté.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0052.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2123.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

Investissement en construction de bâtiments non résidentiels

Premier trimestre de 2008 (données révisées)

À la suite de la diffusion du premier trimestre de 2008 des comptes économiques et financiers nationaux, il est maintenant possible de consulter les estimations révisées du premier trimestre sur les investissements en construction de bâtiments non résidentiels. Les estimations pour la période allant de 2004 à 2007 ont également été révisées.

Données stockées dans CANSIM : tableau 026-0016.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5014.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Bechir Oueriemmi au 613-951-1165 (bdp_information@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital. ■

Nouveaux produits

L'économie canadienne en transition : «Les villes et la croissance : croissance du capital humain migratoire et in situ», n° 19
Numéro au catalogue : 11-622-MIF2008019
(gratuit).

Inondation au Nouveau-Brunswick
Numéro au catalogue : 22-503-XWF
(gratuit).

Statistique des sciences: «Activités scientifiques en biotechnologie dans les ministères et organismes fédéraux», édition de juin 2008, vol. 32, n° 2
Numéro au catalogue : 88-001-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.